



Intervention VISA 74 lors des manifestations du 1^{er} mai

Il y a un an, le collectif départemental VISA 74 (Vigilance Initiative Syndicales Antifascistes) s'est créé à l'initiative de l'intersyndicale 74 (CGT, FSU, Solidaires et CNT). Ce collectif est né d'un constat clair : la présence de l'extrême droite s'intensifiait en Haute-Savoie. Elle s'était concrétisée par les résultats des élections législatives et la progression du Rassemblement National.

Un an plus tard, l'ascension et la légitimation de cette idéologie mortifère n'a pas cessé. Elle a même progressé. Le résultat des élections municipales le montre. Contrairement à leurs discours publics, les élu-es RN désirent une société libérale, loin de leur posture pseudo-sociale. Les député-es d'extrême-droite ont voté contre l'augmentation du SMIC, contre l'encadrement des loyers, contre le rétablissement de l'ISF, contre l'augmentation des moyens de lutte contre la fraude fiscale (80 à 100 milliards/an), contre l'égalité femmes-hommes dans la fonction publique, contre les énergies renouvelables et pour la loi Duplomb, ils-elles ont voté pour le durcissement des droits à l'assurance chômage et sont pour le travail le 1er mai. Ils-elles ont aussi proposé des amendements visant à sanctionner les allocataires de prestations sociales. La liste est longue mais il est nécessaire d'informer et de lutter contre ces impostures sociales, dans des actions concrètes, comme ici, mais aussi dans le milieu du travail. Car, au-delà de son aspect libéral, le projet de l'extrême droite est raciste, validiste, islamophobe, antisémite et sexiste.

Les travailleur-euses sont en premières lignes face à des attaques dans leur lieu de travail. Le dernier baromètre de la Défenseure des droits et de l'Organisation internationale du travail rappelle cette réalité : l'emploi est le premier domaine où les discriminations sont perçues et vécues en France. C'est 35% des salarié-es qui font l'objet d'un traitement discriminatoire au cours de ses cinq dernières années. Et cela va en progressant : 34% d'actif-ves sont exposé-es à des comportements sexistes, racistes, homophobes ou handiphobes en 2024, contre 25%

en 2016. Le constat est sans appel : avec l'ascension de l'extrême droite, nos conditions de travail s'enfoncent.

Le premier mai, journée de combat instaurée par la deuxième internationale, est cible de nouvelles attaques par la droite et l'extrême droite réunie. Ces attaques sont autant de rappels que le Capital n'hésite pas entre le fascisme et le camp social. Ce jour incarne un tournant dans l'histoire de cette fête tant elle est menacée. Nous refusons l'indifférence quant à ces atteintes contre le dialogue sociale et la démocratie. Le premier mai ne doit pas devenir une journée comme une autre. Au-delà de la réaction à leurs intimidations, nous voulons construire un nouveau modèle avec l'outil syndical. Ce travail est déjà en cours, preuve en est la question d'Anne Sicard, députée RN, mardi dernier, à l'Assemblée Nationale qui s'inquiète de l'existence de formation et de stage organisés par les syndicats, et notamment par VISA contre l'extrême droite. Cette peur, réelle, est la démonstration de notre pouvoir sur les structures fascistes.

Devant ces menaces, le collectif VISA 74 est plus motivé que jamais. Les syndicats ont pour mission de protéger les droits des travailleur-euses, et ne céderont pas aux attaques de ces ennemis. La solidarité des travailleur-euses aura le dernier mot, le fascisme ne l'emportera pas !

Siamo tutti antifascisti !